

	Gymnase Sévigné - MISE A DISPOSITION ET UTILISATION DE LOCAUX TWIRLING BATON DE FLERS - CONVENTION	05/09/2025
		DPAS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de FLERS, représentée par Yves GOASDOUE, Maire, agissant en vertu de la délibération 2025-785 du Conseil Municipal n° 32 en date du 13/10/2025,

D'une part,

ET

L'association sportive « TWIRLING BATON DE FLERS », représentée par sa Présidente, **Fanny LEPAGE**, agissant en vertu d'une décision du Conseil d'Administration du 03/07/2025

D'autre part,

PREAMBULE

L'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** » est une association régie par la loi 1901.

Pour tenir compte des besoins de l'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** » et afin de structurer le club en matière d'accueil de ses adhérents, la Ville de Flers, dans le cadre de sa politique sportive et de l'aide apportée aux associations sportives, a décidé de mettre à disposition de l'association **le gymnase Sévigné** situé **impasse Fouchard** à Flers.

C'est à ce titre qu'il convient de conclure une convention dans le but de définir les modalités d'occupation des locaux.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La Ville de Flers autorise l'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** » à occuper **Le gymnase Sévigné** sis à Flers, **Impasse Fouchard**, afin de favoriser son activité.

L'association accepte les équipements en l'état dans les conditions définies par la présente convention.

ARTICLE 2 - DESIGNATION

Les locaux mis à disposition ont une superficie de **1280 m²** :

- une salle de **640 m²**
- des vestiaires et sanitaires
- un local matériel

L'ensemble en état tel qu'il se présente est bien connu de l'association qui n'en demande pas plus ample désignation.

Le matériel sportif ou pédagogique de la Ville de Flers présent dans la salle pourra être utilisé par l'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** ».

ARTICLE 3 - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature et renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

La Ville de Flers peut y mettre fin de plein droit. Elle peut également modifier unilatéralement les clauses de la convention en cas de manquement à l'une des obligations mises à la charge de l'association et résultant des présentes.

ARTICLE 4 - CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

4.1 - Activités de l'association

L'association organise, au profit de ses adhérents, la formation, l'enseignement et l'animation dans le respect des statuts et règlements administratifs et sportifs de la Fédération Française **de Twirling Bâton** à laquelle elle est obligatoirement affiliée, ainsi que ses membres licenciés.

4.2 - Droit d'accès et principe de non discrimination

L'accès aux activités physique et sportive constitue, en vertu du code du sport, un droit pour tous. Cet accès est libre et égal pour tous. En conséquence, l'association s'interdit toute discrimination, de quelque nature qu'elle soit, dans l'accueil des personnes au sein des équipements mis à sa disposition, sauf mesure particulière liée à la sécurité des personnes (accès interdit aux personnes en état d'ivresse ou porteuses d'armes ou de projectiles, etc...).

4.3 - Planning et créneaux d'utilisation

La mise à disposition des locaux est subordonnée à l'attribution de créneaux annuels. A cet effet, un planning reformulé en début de chaque saison sportive sera visé par les 2 parties.

Les créneaux horaires sont attribués pendant l'année scolaire. L'utilisation des locaux pendant les vacances scolaires devra faire l'objet d'une demande spécifique auprès de la

Ville de Flers au moins 15 jours avant le début de la période de vacances, qui répondra à cette demande en fonction de la disponibilité de l'équipement.

Les créneaux horaires non utilisés par l'association seront réaffectés par la collectivité.

Les rencontres officielles inscrites sous l'égide d'une fédération devront faire l'objet d'une demande ponctuelle, avant le mardi précédant la manifestation.

Sont exclues de ces conditions, les attributions et mise à disposition relevant de l'organisation d'événements exceptionnels à caractère sportif. Celles-ci doivent faire l'objet **d'une demande spécifique** adressée à Monsieur Le Maire, **au moins 2 mois** avant la manifestation.

La Ville de Flers peut, pour des raisons prioritaires, interdire l'accès des installations après en avoir prévenu l'association, notamment pour des travaux, des interventions de maintenance, pour des raisons de sécurité des lieux et des personnes ou pour tout événement qu'elle jugerait nécessaire.

Le preneur ne pourra en aucun cas réclamer des indemnités à la collectivité, quelle que soit la durée des travaux ou leur importance.

4.4 - Ouverture et fermeture des locaux

La Ville de Flers se chargera de l'ouverture et de la fermeture de la salle, des alarmes, ainsi que des commandes d'éclairage conformément aux horaires établis.

L'ouverture et la fermeture des vestiaires et du local matériel sont à la charge de l'association. Elle sera tenue responsable des dégradations et/ou vols qui résulteraient d'une négligence de sa part.

Les clés ou les badges de contrôle d'accès sont confiés au responsable de l'association contre signature.

Le preneur est considéré comme responsable de l'usage qui serait fait de ces clés.

Il s'interdit toute reproduction de ces clés.

Les clés et badges devront être restitués lors de la dénonciation de la présente par l'une ou l'autre des parties.

Les clés et badges seront remis gratuitement. Tout exemplaire perdu sera à la charge du preneur.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

5.1 - Surveillance et encadrements des activités

Il appartient à l'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** » de prendre elle-même toutes mesures de nature à garantir la sécurité des pratiquants et notamment de prendre en charge la surveillance de ses propres activités.

Les activités doivent donc se dérouler en la présence et sous la surveillance effective d'un responsable désigné et agissant pour le compte de l'association. Cette surveillance s'exercera de l'entrée des adhérents dans le bâtiment, jusqu'à leur sortie.

L'absence de cet encadrant qualifié entraînera obligatoirement l'annulation de la séance.

5.2 - Sécurité et accès au public

Préalablement à la mise à disposition des locaux, le responsable désigné par l'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** » reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter,
- avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours,
- avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement ainsi que du contenu des consignes de sécurité,
- avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinctions (extincteurs, robinets d'incendie armés, etc....), des consignes de sécurité et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Il s'engage, en outre, à contrôler les entrées et sorties des personnes accédant aux locaux, et à leur faire respecter les lieux.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE DE L'UTILISATEUR

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage :

1- En matière de sécurité :

- à connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie (annexe 3),
- à organiser les secours en cas d'incident (annexe 3 et 4),
- à prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité,
- à maintenir les sorties de secours déverrouillées et dégagées en présence du public,
- à diriger les secours en cas d'incident ou d'accident en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers,
- à relater au service des sports tout incident,
- à signaler au service des sports tout problème rencontré concernant la sécurité incendie, la sécurité des équipements techniques (sonorisation, éclairage), et sportifs :
- à faire respecter les règles de sécurité aux participants.

2- Concernant les règles d'utilisation de l'établissement recevant du public :

- à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées. **Les effectifs accueillis dans cet équipement ne peuvent excéder, conformément à l'avis émis par la commission de sécurité :**

- 160 Personnes dans la salle

- à connaître et faire appliquer le règlement intérieur d'utilisation des équipements sportifs à toutes les personnes présentes dans les lieux pour quelles que raisons que ce soit (annexe 5),
- à faire respecter le bon usage des installations et du matériel mis à disposition,
- à assurer la surveillance, le bon fonctionnement de l'équipement conformément à leur destination et aux prescriptions de l'exploitant,

- à vérifier la propreté des installations et procéder au rangement du matériel et des accessoires,
- à assurer la propreté et l'enlèvement des déchets de toutes natures résultant de l'occupation des locaux.
- à éteindre les lumières et les robinets dès la fin du créneau d'utilisation,
- à connaître et à faire appliquer les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux établissements recevant du public,
- à ne rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux. L'organisateur devra informer l'exploitant de toute atteinte qui serait portée à la propreté, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens mobiliers et immobiliers. Il devra répondre des dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive,
- à faire respecter l'interdiction de fumer dans les locaux,
- à garantir le libre accès à l'équipement sportif à la Ville et à ses agents, ainsi qu'à toute commission de sécurité ou autorité compétente,
- à jouir paisiblement des locaux en s'assurant qu'il n'y ait pas de nuisances sonores dues à l'utilisation des matériels de communication ou au comportement du public et en informant les habitants du quartier de la tenue de la compétition sportive.

3 - Concernant le stockage :

- à veiller à ne pas stocker des produits dangereux,
- à ne pas stocker les équipements dans un local à risque sauf dans le cas où le local est isolé par une porte et des cloisons coupe-feu.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE DE LA VILLE :

La Ville s'engage à :

- être joignable en permanence et à être en mesure de rejoindre l'établissement dans les délais les plus courts en cas d'incendie ou d'accident (annexe 3 et 4). En cas de problème mineur, un gardien peut être contacté jusqu'à 23 h00 en semaine et tout le week-end au 06 70 88 86 25.
- mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'organisateur conformément au planning d'utilisation signé au début de chaque saison sportive
- veiller à la propreté et à l'hygiène de l'équipement,
- afficher les consignes à appliquer en cas d'accident ou d'incendie,
- afficher le règlement intérieur,
- afficher l'avis de sécurité incendie (annexe 2),
- mettre à jour le registre de sécurité,
- veiller à l'entretien de tous les matériels mis à disposition des usagers ainsi que celui lié à la sécurité,
- veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie mis à disposition, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien,
- mettre à disposition les équipements techniques de l'équipement sportif nécessaires à l'organisateur d'activités ou de manifestations,
- assurer l'entretien des bâtiments et terrains entrant dans sa qualité de propriétaire
- effectuer les travaux de nettoyage et d'entretien des locaux et terrains mentionnés dans cette convention. Toutefois, l'utilisateur s'oblige à les laisser dans un état de propreté

satisfaisant. En cas d'abus manifeste, la ville de Flers se réserve la possibilité de recouvrir au service d'une société de nettoyage. L'intervention de celle-ci sera facturée à l'association.

ARTICLE 8 - DEGRADATION

L'utilisateur doit informer sans délai le propriétaire auprès du service des sports de la Ville de Flers des dégradations qui seraient constatées sur les biens faisant l'objet de la présente. Les réparations de ces dernières, qui seraient causées par la négligence de l'association, lui seront facturées.

ARTICLE 9 - ASSURANCE, RESPONSABILITÉ, COUVERTURE DES DOMMAGES

La Ville de Flers assure l'ensemble de ses bâtiments en responsabilité civile et dommage aux biens.

L'utilisateur chargé de l'organisation de la sécurité incendie est entièrement responsable des locaux et équipements ainsi que de la sécurité de toutes personnes amenées à y séjourner, quel que soit l'objet ou la durée de la présence de ces personnes dans l'établissement.

Il est notamment responsable vis-à-vis de ces personnes :

- des risques ou litiges, de quelle que nature qu'ils soient, pouvant provenir de l'occupation des locaux ou de l'utilisation des matériels
- des dégâts et dommages causés aux personnes et aux biens dans ces lieux.

L'utilisateur engage sa responsabilité en cas de non-respect des conditions et modalités légales et réglementaires d'utilisation des locaux et matériels objet de la présente convention, et notamment en cas de non-respect des consignes et règles de sécurité dont il est informé.

L'utilisateur est tenu de souscrire les polices d'assurance suivantes :

- une police « responsabilité civile » générale couvrant ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens (ceux-ci ne seront en aucun cas couverts par l'assurance de la Ville).

Il est convenu que la collectivité et son assureur renoncent au recours contre le preneur en cas d'incendie, d'explosion ou de dégât des eaux.
En conséquence, le preneur est dispensé de l'assurance « risques locatifs ».

Les recours restent maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

Le preneur et son assureur devront, réciproquement, renoncer à tout recours contre la collectivité et son assureur.

L'utilisateur communiquera la présente convention aux compagnies d'assurance intéressées afin de leur permettre de rédiger en conséquence leurs garanties. Ces polices devront comporter une clause aux termes de laquelle les assureurs s'engagent à aviser immédiatement la Ville de leur suspension pour quelle que raison que ce soit.

A peine de déchéance, ces polices d'assurance devront être conformes à toutes les conditions ci-dessus et communiquées à la Ville au moins quinze jours avant la date de la première entrée dans les lieux.

A chaque échéance, l'Association transmettra dans les 10 jours à la Ville les attestations d'assurance correspondantes précisant les garanties souscrites, à jour de cotisations.

L'Association s'obligera à la remise en état des lieux si sont constatées des dégradations excédant l'usure normale des locaux ou du matériel, et ce sur présentation d'un devis par la Ville.

La Ville souscrira les assurances nécessaires contre l'incendie et tous autres risques (responsabilité civile, bris de glace, vols) en sa qualité de propriétaire et également au titre de leur exploitation.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES

10.1 - Mise à disposition à titre gratuit

L'équipement décrit à l'article 2 est mis gratuitement à la disposition de l'association.

10.2 - Impôts et taxes

La Ville de Flers prendra à sa charge tous les impôts, contributions ou taxes de toute nature, dont les installations pourront faire l'objet.

10.3 - Charges

La Ville prend à sa charge les abonnements et consommations d'eau, d'électricité et de chauffage.

Le preneur devra toutefois veiller à éviter tout abus dans les consommations d'eau ou d'électricité et, en particulier, vérifier la bonne fermeture des robinets d'eau et interrupteurs électriques après usage.

En cas d'abus en ce domaine, la Ville se réserve la possibilité de prendre toute mesure pour remédier à ce problème, y compris mettre un terme à la mise à disposition.

10.4 - Régimes des recettes d'exploitation

La Ville concède à l'association un droit d'affichage publicitaire dans les équipements et l'autorise à percevoir pour son propre compte les recettes d'exploitation correspondantes dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment applicables aux installations sportives municipales.

Lorsque l'association est saisie d'une demande d'affichage d'un panneau publicitaire permanent dans l'équipement sportif municipal mis à sa disposition, elle doit faire une déclaration écrite à la Ville de Flers. Après étude du dossier, la Ville de Flers autorisera ou non la demande d'affichage.

Le contenu de l'affichage publicitaire devra respecter la stricte neutralité des lieux, de la morale sportive, des bonnes mœurs, et d'une manière générale, des prescriptions d'ordre public.

Afin d'assurer un ensemble homogène dans les structures sportives, les panneaux publicitaires doivent avoir les dimensions suivantes :

- dans les structures couvertes : 0.80m x 2 m
- dans les stades : 0.75m de hauteur, longueur variable par multiple de 2.

La Ville de Flers prend à sa charge la pose des panneaux publicitaires de l'association.

Sous réserve de se conformer à la législation en vigueur, l'association est autorisée à percevoir et à conserver les sommes perçues dans le cadre de ses recettes normales d'exploitation (droits d'entrée et vente de sandwiches, boissons...) lors des matches et rencontres.

ARTICLE 11 – PARTENARIAT

En contre partie de la mise à disposition gracieuse des locaux, l'association « **TWIRLING BATON DE FLERS** » s'engage à valoriser le soutien de la Ville de Flers en :

- citant la Ville de Flers comme partenaire du club, lors des différents contacts avec les médias
- faisant apparaître le logo de la Ville de Flers, avec ceux des autres partenaires de l'association, dans les différents supports de communication de l'association.

ARTICLE 12 - RENCONTRE ANNUELLE

Les parties de la convention s'engagent à se rencontrer au minimum une fois par an, à la date anniversaire de la présente et à la demande d'une des parties, en vue de faire le point sur l'activité de l'association et d'évoquer les éventuelles difficultés qui pourraient résulter de l'application de la convention.

ARTICLE 13 - MODIFICATION - REVISION

Toutes clauses de cette convention pourront être modifiées par avenant entre les parties.

ARTICLE 14 - RESILIATION ET ANNULATION

Le non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, entraînera, après contrôle effectué, 1 mois après mise en demeure, l'annulation de la présente.

Au cas où il serait mis fin à la convention liant la Ville et l'association, la Ville resterait propriétaire des améliorations éventuelles réalisées par l'association à ses frais, sans que celle-ci puisse demander une quelconque indemnité.

A l'expiration de cette convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté.

VISA Maire-Adjoint délégué aux Sports

Date

Signature

Fait à FLERS, en trois exemplaires, le

La Présidente de
L'association,

Le Maire,

Yves GOASDOUE



PREFECTURE DE L'ORNE

ALENCON, le

JCR
+ Jacques
+ Eric
6 MAI 1996

CABINET DU PREFET

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES SERVICES D'INCENDIE
ET DE SECOURS

Bureau Sécurité Incendie
SM/SC n° 96152

MAIRE SUIVI PAR
Tél: 33.65.20.18

Lieutenant MORAINÉ

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE

DE SÉCURITÉ ERP/IGH

PROCES-VERBAL DE
VISITE DU GROUPE D'INSPECTION
TECHNIQUE

OBJET : Commune de FLERS

Etablissement visité : Gymnase SEVIGNE

Nature de l'activité : Centre Sportif couvert

Adresse : Impasse Fouchard

Première visite effectuée le 9 Avril 1996 à 17 heures.

MEMBRES PRÉSENTS :

- Monsieur GARNIER
Représentant Monsieur le Maire de FLERS
- Lieutenant MORAINÉ
Représentant Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Major BRUCHET
Représentant Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique
- Monsieur CHALARD
Représentant Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement

(Ce rapport comporte 5 pages)

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

page 1

Assistaient également :

- Monsieur ROUSSEL, Adjoint Technique, Mairie de FLERS
- Monsieur CALZY, Cadre-Responsable des équipements sportifs

I - DESCRIPTION SOMMAIRE :

Le bâtiment, de 2 niveaux, comprend :

au RDC :

- une salle de 640 m²,
- une réserve matériel,
- des vestiaires et sanitaires,
- la chaufferie au fuel.

à l'étage :

- 2 vestiaires.

Implantation :

Le bâtiment est isolé des tiers et accessible, sur une façade, aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

Construction : traditionnelle datant de 1965 et réaménagement de la chaufferie en 1991.

- murs en parpaings et béton,
- charpente métallique,
- couverture en bac acier.

Dégagements :

3 sorties : 1 de 2 unités de passage,
2 de 1 unité de passage.

Chauffage :

- aérothermes à circulation d'eau chaude produite par un appareil fonctionnant au fuel.

Eclairage de sécurité :

- de type C

Moyens de secours :

Extinction

- a) intérieur : extincteurs portatifs
- b) extérieur : 2 BI de 100 normalisées, à moins de 200 mètres de l'établissement.

Alerte : avertisseur public.

II - REGLEMENTATION APPLICABLE :

Articles R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 23 Mars 1965 relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 22 Juin 1990 relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans les établissements de la 5ème catégorie..

III - CLASSEMENT:

Cet établissement est classé en type " X " de la 5ème catégorie en application des articles R.123-19 et GN 1.

L'effectif maximal des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé de la façon suivante :

<u>niveau</u>	<u>activité</u>	<u>surface</u>	<u>calcul</u>	<u>Total</u>
RDC	salle d'éducation physique	640 m2	1 pers/4 m2 d'aire d'activité	
			$640 \times \frac{1}{4}$	= 160 personnes

IV - VERIFICATIONS :

- Registre de sécurité : tenu à jour
- Extincteurs : vérifiés le 26 Mars 1996 par VIRE-PROTECTION
- Eclairage de sécurité : constat de bon fonctionnement par le GIT
- Entretien chaudière ramonage : effectué le 11 Mars 1996 par Employés Communaux

V - PRESCRIPTIONS :

1. Débarrasser les sorties des dépôts faisant obstacle à la circulation des personnes.

Supprimer les verrous à aiguilles des portes à double vantaux et les remplacer par des dispositifs approuvés par la Commission de Sécurité, afin de libérer toutes les unités de passage.
(Article PE 11)

2. Assurer l'intercommunication, entre la chaufferie et le dégagement de la salle, par une porte de degré coupe-feu de degré 1/2 heure avec ferme-porte, ou créer un sas muni de portes pare-flammes de degré 1/4 d'heure avec ferme-porte. (Article PE 21)

3. Renforcer la défense intérieure contre l'incendie par la mise en place d'extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum, à raison d'un appareil pour 300 m2.

L'étage doit disposer d'un appareil, au moins .(Article PE 26)

4. Doter l'établissement d'un dispositif d'alarme, audible de tout point des locaux, pendant le temps nécessaire à l'évacuation (Article PE 27).
5. Afficher, bien en évidence, des consignes précises indiquant :
 - les modalités d'alerte et le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers,
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.(Article PE 27)

VI - AVIS DU GROUPE D'INSPECTION TECHNIQUE :

Le Groupe d'Inspection Technique propose un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'ouverture au public de l'établissement.

VII - DISPOSITIONS GENERALES ET CONTROLE :

Il appartient à Monsieur le Maire de FLERS, en application de l'article R.123-49 du Code de la Construction et de l'Habitation, de notifier ce rapport et sa décision aux exploitants soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

PREFECTURE DE L'ORNE
CABINET

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES SERVICES D'INCENDIE
ET DE SECOURS

**Procès-Verbal
de la Sous-Commission
Départementale pour la sécurité
contre les risques d'incendie et de
panique dans les ERP et les IGH**

ETABLISSEMENT : GYMNASSE SEVIGNE

COMMUNE : FLERS

ADRESSE : IMPASSE FOUCHARD

ACTIVITE : SPORTS

TYPE : ☒ **CATEGORIE :** ☐ 5

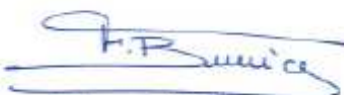
Le **6 Mai 1996**, la Sous-Commission Départementale de sécurité a procédé à :

- ☒ l'examen du dossier de la visite de sécurité de l'établissement ci-dessus mentionné
- ☐ l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné N°

En conclusion, la Sous-Commission émet un avis :

FAVORABLE : à la poursuite de l'exploitation

Le Président de Séance,
Pour le Préfet
Le Directeur des Services
du Cabinet,



Fabienne BUCCIO.

QUE FAIRE ?

En cas de feu, ne vous affolez pas.

- N'ouvrez pas les portes et les fenêtres afin d'éviter une extension du feu,
- Utilisez les extincteurs pour éteindre le feu,
- Si le feu n'est pas éteint dans la première minute ou s'il prend de l'ampleur, faites appel aux pompiers (numéro 18).
- En indiquant :
 - l'adresse de l'équipement sportif et la localisation exacte du lieu du sinistre,
 - la nature et l'importance du feu,
 - le numéro de téléphone du centre sportif,
 - votre nom.
- Parallèlement :
 - déclenchez l'alarme,
 - faites évacuer dans le calme toutes les personnes présentes dans l'équipement en vérifiant qu'il ne reste personne dans les salles, les douches, les vestiaires, les toilettes, les couloirs
 - n'empruntez pas un escalier envahi par les flammes,
 - coupez le gaz et l'électricité,
 - désignez une personne (cela peut être un usager) pour aller accueillir les secours à l'entrée du site afin de les conduire vers le lieu précis de l'incendie. Ensuite, appelez le cadre d'astreinte de la mairie le soir et le week-end au 06 48 64 97 99 afin qu'il puisse prévenir les personnes référentes, la Direction Générale des Services et l'élue de permanence.
 - Remplissez le formulaire de compte rendu d'accident, d'incident, ou de sinistre.

(1) Feux secs (bois, textiles, cartons, etc.)	Utilisez l'eau en jet, étouffer avec une couverture, sable, mousse
Feux gras (liquides inflammables, peintures, huiles)	Utilisez le CO2, la poudre, mousse.
Feux d'origine électrique	Coupez le courant, utilisez le CO2, la poudre, le sable sec.
Feux sur les personnes	L'empêcher de courir, couchez la personne au sol pour l'envelopper dans une couverture

POMPIERS
☎ 18

SAMU
☎ 15

POLICE SECOURS
☎ 17

SERVICE DES SPORTS
☎ 06 70 88 86 25

SERVICE D'ASTREINTE
☎ 06 48 64 97 99

QUE FAIRE ?

APPELEZ le 15. Un médecin régulateur vous répond 24h/24, il détermine et déclenche dans le délai le plus court, les secours et les conseils adaptés à la nature de l'appel.

→ Même si l'intervention de l'équipe médicale d'urgence ne semble pas nécessaire, le fait d'appeler le 15 et de suivre les conseils du médecin régulateur dégage l'association de toute responsabilité en cas d'incident ou d'accident sur le lieu de l'activité.

→ **NE PAS BOUGER** la personne, ni la déplacer (sauf avis contraire du SAMU).

→ **NE JAMAIS TRANSPORTER** la personne accidentée ou malade dans votre véhicule ou dans un véhicule de la collectivité.

QUI APPELLE LE SAMU ?

Une personne présente, qui téléphonera sur le poste téléphonique le plus proche de la victime. Si possible, une deuxième personne restera près de la victime.

QUE DIRE ? (En parlant lentement et distinctement)

Se localiser :	Nom de la structure (école ..., Hôtel de Ville, centre nautique...) N° de rue, VILLE, N° de porte, étage
Nature et circonstances de l'accident :	Préciser s'il s'agit d'une chute, d'un écrasement, d'une électrisation, d'une intoxication, d'une brûlure, d'un malaise... Détaillez les circonstances de l'accident : par exemple, en cas de chute préciser la hauteur de la chute, sa cause.
Risques persistants :	Signaler s'il existe encore un risque : électrique, mécanique, incendie...
Nombre et état de la ou des victimes :	Homme ou femme Age approximatif Préciser si elle saigne (où, comment) Si elle parle, si elle est consciente Si elle respire ou pas Si elle a été brûlée, par quoi De quoi la victime se plaint-elle Si la victime suit un traitement, lequel Si elle est suivie pour une maladie (diabète, hypertension, asthme...) Si elle a été hospitalisée

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER !

Suivez attentivement les consignes que vous donnera le SAMU en attendant les secours appropriés.

POMPIERS
☎ 18

SAMU
☎ 15

POLICE SECOURS
☎ 17

SERVICE DES SPORTS
☎ 06 70 88 86 25

SERVICE D'ASTREINTE
☎ 06 48 64 97 99



ARRETE

OBJET	UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS REGLEMENT INTERIEUR
-------	---

SL

Le Maire,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives modifiée par la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2212-2 et suivants ;

CONSIDERANT que la Ville de FLERS, propriétaire, met à disposition des clubs, groupes scolaires et de façon ponctuelle à d'autres organismes des installations strictement réservées à la pratique du sport ;

CONSIDERANT que le respect des installations, du matériel nécessite le rappel de quelques règles élémentaires de discipline, d'hygiène et de sécurité ;

TITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 – Le présent règlement annule et remplace les règlements antérieurs ayant le même objet.

ARTICLE 2 – Champs d'application

Le présent règlement est applicable aux infrastructures sportives de la ville de Flers, à l'exclusion du local de musculation et des équipements de pratique libre, tels que les city stades.

ARTICLE 3 – Seuls les associations, établissements scolaires ou tout autre groupe ayant obtenu une autorisation municipale peuvent avoir accès aux terrains, aux gymnases et salles sportives municipales.

L'utilisation des installations sportives couvertes est interdite aux particuliers.

Les installations sportives sont utilisées conformément à sa vocation sportive pour des séances d'APS et d'EPS, les entraînements des associations, ainsi que toutes les rencontres organisées officiellement ou amicalement dans le cadre des activités compétitives ou de loisirs pour les usagers précités.

Toute utilisation à des fins privées ou lucratives est interdite sauf autorisation exceptionnelle préalable délivrée par la Ville de Flers.

Toutefois, **dans le cadre de sa politique de développement d'une pratique sportive de loisirs et de santé**, la Ville de Flers **tolère** un accès libre aux sportifs isolés dans les équipements sportifs de plein air.

Cet accès n'est toléré qu'à condition qu'aucune association, établissement scolaire ou groupe encadré ayant reçu un accord écrit de la collectivité utilise les équipements. Sur ces temps d'utilisation, **il est strictement interdit à toute autre personne d'y accéder**.

ARTICLE 4 – Les installations sportives sont ouvertes suivant un calendrier défini par le service des sports en concertation avec les utilisateurs.

En règle générale, les équipements sportifs sont ouverts :

- Du lundi au vendredi de 8h00 à 22h30
- Le samedi et le dimanche en fonction des manifestations

Ces horaires d'ouverture peuvent être modifiés en fonction des conditions climatiques, de travaux en cours, de manifestations organisées par la Ville ou des associations. Dans ce cas, les responsables des groupes habituellement utilisateurs en seront informés.

ARTICLE 5 – La surveillance des installations sportives est confiée à aux professeurs et aux responsables de groupes désignés par le président de chaque association.

Durant l'ouverture des gymnases aux publics, un agent municipal du Service des Sports est joignable en permanence et est en mesure de rejoindre l'établissement dans les plus brefs délais.

Les usagers devront impérativement respecter ce règlement, en particulier concernant les horaires de fermeture et les consignes données par les agents municipaux.

ARTICLE 6 – Assurances

Les associations ou les établissements scolaires utilisant les équipements sportifs doivent assurer les risques de leurs exploitations. Ils doivent ainsi garantir les risques locatifs liés à la mise à disposition de locaux, leur propre responsabilité pour les dommages causés aux tiers et liés à l'exercice de leurs activités dans les installations mises à disposition, la responsabilité de leurs préposés et celle de leurs licenciés ou pratiquants. Cette assurance est une nécessité légale.

L'attestation d'assurance devra être obligatoirement fournie lors de la demande d'utilisation des installations.

TITRE II : UTILISATION « ORDINAIRE » DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Par utilisation « ordinaire » des installations sportives, la Ville de Flers signifie l'usage scolaire, les entraînements réguliers et les rencontres officielles inscrites dans un championnat sous l'égide d'une Fédération.

ARTICLE 1 – Planning d'utilisation

1.1 Créneaux réguliers

Les installations sportives sont mises prioritairement à la disposition des établissements scolaires de la ville de Flers. En dehors des heures d'utilisation par les scolaires, toute association, établissement scolaire souhaitant bénéficier de créneaux d'utilisation d'un équipement sportif doit en établir la demande auprès de M. le maire.

Un accord écrit, un conventionnement, entre l'autorité municipale et l'association ou l'établissement scolaire précise toutes les modalités de mise à disposition.

La Ville décide de l'opportunité de l'attribution de tout ou partie de l'équipement et du choix du bénéficiaire, dans le cas où elle serait saisie de plusieurs demandes simultanées. L'autorisation délivrée par écrit ne peut servir à d'autres fins que celles prévues dans la demande.

L'affectation de tout ou partie de l'équipement tient compte :

- d'un planning annuel élaboré par le service des sports en concertation avec les associations ;
- d'une programmation hebdomadaire faite pour les scolaires ;
- d'une prévision d'utilisation effectuée pour chaque week-end
- des vacances scolaires ;
- des événements sportifs ou extra-sportifs exceptionnels.

Les plannings annuels des installations sportives sont établis à chaque rentrée scolaire après réception de l'ensemble des demandes déposées au plus tard le 15 Juin de chaque année

A la fin du mois de juin, les plannings annuels des installations sportives seront établis par la mairie. Ils s'appliquent aux périodes scolaires.

Aucun créneau ne fera l'objet d'un report automatique.

Un planning d'utilisation sera affiché à l'entrée de chaque établissement. Les horaires figurant sur ce planning correspondent au temps de préparation de l'activité, au temps de présence effectif dans la salle ou sur un terrain (entraînement ou compétition), au passage des sportifs dans les vestiaires avant et après la séance.

Les utilisateurs, sauf dérogation expresse accordée par le Service des Sports de la Ville de Flers, devront impérativement respecter les plannings précités. Aucun transfert du droit d'utilisation des installations sportives à d'autres personnes physiques ou morales n'est autorisé.

Les heures réservées doivent être utilisées de façon régulière. En cas de non utilisation constatée plusieurs fois consécutives par le Service des Sports, le créneau pourra être accordé à un autre utilisateur.

Les associations qui ne souhaitent pas utiliser leur créneau pour une durée déterminée devront en informer le Service des Sports.

1.2 Matches ou rencontres de championnat

Les associations désirant occuper les équipements sportifs les week-ends pour les compétitions, doivent en faire la demande au service des Sports. Les calendriers fédéraux doivent

être transmis en début de saisons sportives. Une fois réservées, les rencontres du week-end devront être confirmées **avant le mardi 17h00**.

1.3 Vacances scolaires

Les demandes d'organisation de stages, d'entraînement ou d'utilisation par les centres de loisirs devront être adressées au moins 15 jours avant le début de chaque période de vacances scolaires au Service des Sports. Elles seront accordées en fonction des travaux et de la disponibilité des équipements.

Un nouveau planning d'utilisation des installations sportives sera alors établi.

Pendant les vacances de Noël et les vacances d'été, **les salles de sports** seront accessibles uniquement de 9h00 à 16h30 du lundi au vendredi.

La reprise de la saison sportive (entraînements) dans les gymnases se fera à partir de la mi-août. La date sera à préciser chaque année.

L'utilisation **des terrains engazonnés** sera interdite pendant les vacances de Noël et un arrêté municipal fixera chaque année les dates d'interdiction d'utilisation des terrains pendant la période estivale, le temps d'effectuer les travaux d'engazonnement.

ARTICLE 2 – Ouverture et fermeture des salles

Les agents du Service des Sports ont la charge d'ouvrir et de fermer les portes des salles conformément aux horaires établis, de commander l'éclairage et de veiller à l'application du présent règlement.

Les responsables des groupes scolaires et d'associations disposant des clés de salles devront impérativement procéder au verrouillage de toutes les portes extérieures, ainsi que l'extinction des lumières après leur utilisation.

ARTICLE 3 – Encadrement

Aucun équipement sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S., ou pour les associations, d'un responsable d'équipe, de section désigné par le président de chacune d'elle.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive. Les associations de la commune, devront faire connaître l'identité du ou des responsables de chaque entraînement.

La structure utilisatrice de l'équipement doit remplir un **cahier de présence** mis à sa disposition où elle précise le nombre de participants à chaque séance et reporte les problèmes rencontrés. Celui-ci est un lien entre la municipalité et les utilisateurs. Ces derniers peuvent ainsi communiquer avec les responsables du service des sports.

Pour des raisons de sécurité, le nombre d'usagers doit être stipulé sur le cahier **avant** le début de la pratique.

Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

ARTICLE 4 – Sécurité et utilisation du matériel sportif entreposé dans les gymnases

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport fourni par la commune pour la pratique sportive seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Il devra en avoir étudié les caractéristiques techniques de fonctionnement.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir le Service des Sports de la Ville de Flers immédiatement.

Il est rappelé que le déplacement et l'utilisation de certains matériels sont soumis à des normes qu'il convient de respecter (exemple : réglementation sur les buts mobiles – décret n° 96-495).

Les buts de handball, panneaux de basket mobiles, buts de football mobiles devront toujours être fixés au sol au moyen des dispositifs prévus à cet effet. Lorsqu'ils sont déplacés, ils doivent être accrochés aux scellements muraux ou tenus inaccessibles au public.

Il est formellement interdit d'utiliser les parois et accessoires du mur d'escalade du gymnase Pierre Mérienne sans la présence d'un accompagnateur qualifié dans cette discipline ou d'un responsable du Club d'escalade.

Il est interdit de se suspendre aux montants des panneaux de basket, ou des buts de handball ou tout autre équipement non prévu à cet effet.

La pratique du football en salle ne pourra se faire qu'avec un ballon adapté.

L'utilisation, l'entretien et le contrôle des équipements et matériel entreposés dans l'enceinte sportive appartenant aux établissements scolaires, s'effectueront sous leur responsabilité.

Ils devront être rangés après chaque usage et ne devront en aucun cas être utilisés par les autres bénéficiaires de créneaux.

Il est strictement interdit d'emprunter du matériel figurant à l'inventaire de l'installation sportive, sauf sur autorisation exceptionnelle accordée par la Ville de Flers.

Toutes les sorties et issues de secours doivent être en permanence libres de tout encombrement.

ARTICLE 5 – Tenue et respect du matériel et d'autrui

Les utilisateurs respecteront le principe de laïcité des équipements publics.

Il est interdit de pénétrer en tenue incorrecte, en état d'ivresse, avec des chiens ou tous autres animaux, même tenus en laisse ou sur les bras, dans les enceintes sportives.

Le stationnement et la circulation de véhicules (engins motorisés, vélos, trottinettes, rollers...) sont interdits sur la piste d'athlétisme, sauf pour les véhicules de secours et de service.

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de fumer dans les enceintes des établissements publics.

Les comportements indécents, notamment le fait de s'habiller et de se déshabiller en dehors des vestiaires, sont interdits.

Les installations devront être utilisées de manière à garantir le respect du matériel.

Les installations devront être utilisées de manière à ne pas troubler d'une manière quelconque l'ordre public et notamment, il est rappelé qu'il est interdit de se tenir debout sur les sièges, d'enjambrer les balustrades, de cracher, de lancer des projectiles, etc.

D'une manière plus générale, tout utilisateur devra adopter un comportement ne portant pas atteinte au respect d'autrui, de l'équipement, et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité.

ARTICLE 6 – Responsabilités

La Ville de Flers est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur, en cas de perte ou de vols d'objets personnels.

Toute dégradation, volontaire ou non, constatée par un représentant de la ville sera facturée au contrevenant ou à l'organisme dont il dépend (association, établissement scolaire).

Les clés remises aux utilisateurs sont placées sous leur responsabilité, étant précisé qu'en cas de perte, les clés seront facturées.

ARTICLE 7 - Entretien et hygiène des installations sportives municipales

La gestion, l'entretien et le gardiennage des installations sportives sont assurés par la ville de FLERS. En vue de leur entretien, les diverses installations peuvent être sur décision du service des sports être provisoirement et alternativement mise hors services et interdites aux utilisateurs habituels. Il est demandé aux utilisateurs ainsi qu'aux spectateurs de maintenir les équipements sportifs dans un état de propreté satisfaisant.

L'accès aux équipements se fait obligatoirement en tenue sportive appropriée et adaptée à la pratique. Les revêtements, les sols sportifs sont des produits de haute technicité et de qualité, ce qui permet aux pratiquants d'exercer leurs activités dans des conditions confortables. Cependant, ces sols sont fragiles et peuvent se dégrader suite à de mauvais usages. Les chaussures utilisées doivent être obligatoirement propres et appropriées au sol sportif de l'installation utilisée. Les personnes ne participant pas aux séances d'entraînement sont soumises aux mêmes règles que les pratiquants.

Les utilisateurs de chaussures à crampons nettoieront leurs chaussures aux grattoirs extérieurs prévus à cet effet.

Il leur est interdit de frapper les balles et les ballons sur les murs ou plafonds de façon intentionnelle

Seules les colles et résines lavables à l'eau sont autorisées. Une attention particulière devra être apportée sur le fait que les mains encollées par besoin sportif ne devront pas être essuyées contre les murs et les sols. L'usage de cette colle ne devra se faire que dans le cadre des compétitions (voir règlement de la FFHandball relatif aux équipements sportifs).

ARTICLE 8 – Gestion des déchets

La Ville de Flers est particulièrement sensibilisée à la gestion des déchets et tout particulièrement à leur réduction et au tri sélectif qui doit être amélioré.

Des conteneurs favorisant le tri sélectif sont mis à la disposition des utilisateurs dans les vestiaires et les entrées des salles de sports.

Les utilisateurs sont vivement encouragés à pratiquer le tri des déchets et à adopter une attitude et des méthodes visant à la réduction des déchets.

ARTICLE 9 – Stationnement

Sauf autorisation préalable du service des sports, les véhicules ne sont pas autorisés à stationner à l'intérieur des enceintes sportives, excepté les véhicules municipaux de la Ville de Flers et des entreprises pour les travaux. Le stationnement des bicyclettes, motocyclettes, scooters ou autres engins motorisés ou non est formellement interdit en dehors des espaces affectés à cette usage.

TITRE III : UTILISATION « EXTRAORDINAIRE » : MANIFESTATION, COMPETITION

ARTICLE 1 – Autorisations

Pour les manifestations sportives ponctuelles de type gala, tournoi ou autres événements organisés par une association sportive, la demande doit être transmise au minimum 1 mois avant l'initiative pour des raisons organisationnelles.

Toute demande d'une installation sportive pour l'organisation d'une manifestation exceptionnelle doit faire apparaître :

- La nature de la manifestation
- Le jour, les horaires et le lieu
- Le matériel utilisé et souhaité
- Le nombre de participants, de spectateurs et d'accompagnateurs
- Le service d'ordre mis en place

- L'organisation des secours (selon la typologie et l'importance de l'épreuve : les postes de secours prévus, les points d'alertes et de de premier secours, la communication avec les services de police, les pompiers).

L'organisateur devra en outre produire une attestation d'assurance prévue à l'article L.321-1 du Code du Sport et d'une assurance couvrant les risques locatifs liés à la mise à disposition de locaux.

Toute association désirant organiser une réunion sportive à l'intérieur d'une salle de sport, devra minimum 10 jours avant la date de la manifestation, adresser impersonnellement une demande écrite à Monsieur Le Maire de la Ville de Flers.

Les associations sollicitant une installation municipale pour l'organisation d'une manifestation exceptionnelle non sportive doivent en faire la demande par courrier adressé à Monsieur Le Maire au minimum trois mois avant la date de la manifestation, la Halle des Sports étant l'équipement prioritaire et homologué pour ce type d'évènements.

ARTICLE 2 – Buvettes

Dans une enceinte sportive (stade, gymnase, salle d'éducation sportive...), une association ne peut pas vendre ou distribuer des boissons alcoolisées.

Toutefois, des dérogations temporaires peuvent être accordées pour proposer des boissons alcoolisées du groupe 3 et pour 48heures maximum.

Les associations sportives sont concernées par ces dérogations, **dans la limite de 10 autorisations par an.**

Les demandes de dérogations doivent être formulées au Service Citoyenneté et Vie Quotidienne de la Ville de Flers **au moins 3 mois avant la date prévue de la manifestation.** Elles préciseront la date et la nature de la manifestation prévue ainsi que les conditions de fonctionnement du débit de boissons (horaires d'ouverture, catégories de boissons concernées).

En cas de manifestation exceptionnelle, la demande peut être faite au moins 15 jours avant la date prévue.

Le non-respect de l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées par la fraude ou la force dans une enceinte sportive fait encourir à l'association une amende de 7 500€ et 1 an de prison.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

L'utilisation d'appareils destinés à la confection ou réchauffage de nourriture est absolument INTERDITE à l'intérieur des installations sportives couvertes.

ARTICLE 3 – Publicité

La Ville concède un droit d'affichage publicitaire dans les équipements dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment applicables aux installations sportives municipales.

Lorsque l'association est saisie d'une demande d'affichage d'un panneau publicitaire permanent dans l'équipement sportif municipal mis à sa disposition, elle doit faire une déclaration écrite à la Ville de Flers. Après étude du dossier, la Ville de Flers autorisera ou non la demande d'affichage.

Le contenu de l'affichage publicitaire devra respecter la stricte neutralité des lieux, de la morale sportive, des bonnes mœurs, et d'une manière générale, des prescriptions d'ordre public.

Afin d'assurer un ensemble homogène dans les structures sportives, les panneaux publicitaires doivent avoir les dimensions suivantes :

- dans les structures couvertes : 0.80m x 2 m
- dans les stades : 0.75m de hauteur, longueur variable par multiple de 2.

La Ville de Flers prend à sa charge la pose des panneaux publicitaires de l'association.

ARTICLE 4 – Sécurité

Il ne pourra être vendu ou distribué un nombre de billets supérieur à celui des places contenues dans la salle et autorisé par la Commission de Sécurité.

Les responsables locaux devront s'assurer de l'application du présent règlement par les équipes opposées lors des diverses compétitions, du contrôle des entrées et sorties des participants, ainsi que du respect des règles de sécurité.

Les organisateurs devront, à leurs frais, s'assurer d'un service d'ordre suffisant pour maintenir le bon ordre et éviter tout incident dans l'équipement sportif, aux abords immédiats de la salle, ainsi que sur les parkings.

Le Maire se réserve le droit d'interdire une manifestation même annoncée au public en cas de vice constaté dans les dispositifs et conditions de sécurité.

Le public n'est autorisé à utiliser que les voies d'accès aux emplacements qui lui sont réservés (tribunes, chaises), le revêtement des salles est strictement interdit aux chaussures de ville.

Tous les véhicules utiliseront les parkings, aucun véhicule à l'exception de ceux de secours ou services ne pénétrera dans l'enceinte des installations, sauf autorisation dans le cadre d'une installation spécifique de matériel.

Les organisateurs devront veiller à ce que les issues et accès de secours soient libres.

La mise en place des équipements et matériels spécifiques est effectuée par des personnes compétentes après accord préalable et en tout état de cause, sous la surveillance des services de la collectivité.

Les organisateurs sont priés de veiller à ce que tous les participants quittent les lieux à la fin de la manifestation.

Ils sont, en outre, invités à remettre la structure dans un état « normal » dès le départ des participants.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 1 – Annulation

La Ville de Flers se réserve le droit de modifier les dispositions retenues, d'annuler temporairement ou définitivement la mise à disposition de tout ou partie d'un équipement, à chaque fois qu'elle le jugera nécessaire dans l'intérêt du service ou dans le respect de l'intérêt général.

L'équipement peut être « réquisitionné » temporairement par le maire en cas d'événements particuliers ou en cas de force majeure. Tout ou une partie de l'équipement peut être réservé à cette initiative exceptionnelle. L'activité habituelle peut être suspendue ou transférée. Cette situation transitoire en cas de manifestation exceptionnelle prendra en compte les phases de montage et démontage logistiques. De plus, une association qui présente des manquements graves (défaut d'assurance, quant aux règles de sécurité, dégradations répétées) ou qui n'utiliserait pas régulièrement le créneau attribué peut se voir retirer sa mise à disposition.

ARTICLE 2 – Application

Les agents municipaux sont chargés de veiller à l'application de ce règlement.

Les éducateurs, enseignants et bénévoles sont responsables de l'activité et de la mise en œuvre du matériel sportif, extra-sportif et structurant. Ils sont également responsables de la bonne application de ce document et de son respect par tous les pratiquants qu'ils encadrent.

Le non-respect du règlement intérieur peut remettre en cause l'attribution ou le bénéfice de l'installation

ARTICLE 3 – Dispositions

Le présent règlement peut être modifié ou complété par Le Maire de Flers

Les établissements scolaires, associations ou groupements divers ne pourront être autorisés à utiliser les installations sportives de la Ville de Flers que sous réserve de l'acceptation du présent règlement intérieur qui leur sera notifié individuellement, et qu'ils devront signer, compléter par la mention « Lu et approuvé » et dater.

ARTICLE 4 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage en Mairie. Le tribunal Administratif peut-être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté sera affiché à l'entrée de chaque équipement sportif. Monsieur Le Maire et Monsieur le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.